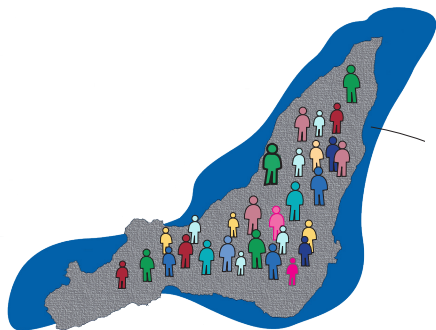




Le Collectif
de l'innovation sociale
du Collège Ahuntsic

Le Petit Lexique de l'économie sociale

Le Petit Lexique de l'économie sociale

sous la direction de **Paule Mauffette**

IMPRIME-EMPLOI, UNE ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Imprime-Emploi est une entreprise d'insertion qui propose à de jeunes adultes âgés de 18 à 35 ans une formation d'aide générale dans le secteur de l'imprimerie. La formation par l'apprentissage en situation réelle de travail permet de développer à la fois des habiletés techniques en impression numérique, en finition et en reliure, et aussi les meilleures aptitudes pour intégrer un emploi et s'y maintenir.

Depuis 16 ans, nous accueillons plus de 40 participants par an, dont les deux tiers se trouvent un emploi ou retournent aux études.

Notre savoir-faire met en valeur votre communication

Concevoir, imprimer, mettre en forme, de la carte d'affaires jusqu'à l'affiche, en passant par le dépliant, le journal, la brochure, le rapport annuel, la banderole, etc.

Nos clients sont principalement des entreprises de l'économie sociale, des associations, des établissements publics, des agences de communication et des imprimeurs.

Chaque commande est un soutien à notre mission d'insertion socioprofessionnelle et au développement de la main-d'œuvre québécoise.

Pour en savoir plus : **www.imprime-emploi.com**

5500, rue Fullum, bureau 318, Montréal (QC) H2G 2H3 - Tél. : 514 277 7535

Révision linguistique



Troubadour
COMMUNICATIONS

Le Petit Lexique de l'économie sociale

Auteur : Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic

ISBN 978-2-922863-43-7

Dépôt légal : septembre 2012

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

mise en pages : Imprime-Emploi, communications@imprime-emploi.com

Imprimé en octobre 2012 par Imprime-Emploi

Table des matières

MOT DE LUC DEMERS	9
directeur général du Collège Ahuntsic	
PRÉFACE DE NANCY NEAMTAN	11
présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale	
AVANT-PROPOS DE PAULE MAUFFETTE	13
coordonnatrice du Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic	
LE COLLECTIF DE L'INNOVATION SOCIALE DU COLLÈGE AHUNTSIC	15
LE LEXIQUE	21
LES ABRÉVIATIONS	37
LES JEUX :	41
Le préfixe « Co- »	41
Mot caché	42
Mots croisés	44
De la suite dans les idées	46
LES RÉPONSES	49
BIBLIOGRAPHIE	51
NOTES	55

Mot du directeur général

Depuis toujours, le Collège Ahuntsic a accueilli des étudiants provenant de tous les milieux socio-économiques. Au fil des ans, plusieurs actions ont été initiées par le Collège ou les membres de sa communauté pour tenter de réduire certaines inégalités ou pour mieux répondre aux besoins de certains étudiants en tenant compte de leurs besoins spécifiques. Mentionnons à titre d'exemple l'innovation concernant l'instauration de la cote P pour mieux soutenir les étudiants parents.

La production de ce lexique s'inscrit en continuité avec cette préoccupation collective et démontre la volonté du Collège Ahuntsic de se rapprocher des milieux de l'économie sociale afin d'élargir notre champ d'action en tant que maison d'enseignement et de formation de la main d'œuvre. L'élaboration de cet ouvrage a suscité l'intérêt et la collaboration de plusieurs personnes issues de tous les milieux du Collège.

Les entreprises d'économie sociale jouent un rôle essentiel au sein de notre société et, bien que nombreuses et bien implantées dans leurs communautés, elles sont souvent méconnues et manquent de soutien financier et humain. Il nous apparaît souhaitable que nos étudiants, au terme de leur formation, puissent être outillés pour œuvrer avec compétence au sein d'entreprises privées ou publiques mais aussi au sein d'entreprises d'économie sociale. Nous poursuivrons donc notre exploration quant à la pertinence de développer dans notre collège une offre de service spécifique pouvant conduire à la reconnaissance d'un centre collégial de transfert technologique en matière de pratiques sociales novatrices (CCTT-PSN) en soutien aux entreprises d'économie sociale. Pour la production de ce lexique, nous avons choisi de nous associer avec Imprime-Emploi, entreprise d'économie sociale qui a réalisé la confection de cet ouvrage. Pour la révision linguistique, c'est au sein de la coopérative de travail ECTO que nous avons choisi Troubadour communications.

Merci à tous ceux qui ont contribué à cette production qui, nous l'espérons, fournira aux membres de la communauté du Collège une occasion de mieux connaître le grand monde de l'économie sociale.

Luc Demers

Directeur général du Collège Ahuntsic

Nancy Neamtan

Active dans le milieu du développement local et associatif, Nancy Neamtan joue un rôle de chef de file dans le domaine de l'économie sociale. Elle est à la tête du Chantier de l'économie sociale depuis les débuts. Lorsque cet organisme phare a été officiellement fondé en 1999, elle a accepté le défi d'appuyer l'entrepreneuriat collectif.

De 1972 à 1982, cette bachelière ès arts de l'Université McGill, œuvre dans divers organismes sociocommunautaires à Montréal : coopérative alimentaire, organisme de défense des droits des assistés sociaux, association de locataires, etc. En 1984, elle accepte de diriger le département communautaire au YMCA Pointe Saint-Charles. En 1986, elle est nommée présidente du Programme économique de Pointe Saint-Charles (PEP). En 1988, elle devient directrice de l'Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC). En 1989, elle participe à la fondation du Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal (RESO) : elle en deviendra directrice générale, poste qu'elle occupera jusqu'en 1998, puis vice-présidente du développement stratégique jusqu'au milieu de la décennie 2000. En 1996, elle se voit confier la présidence du groupe de travail *Oser la solidarité au cœur de l'économie* au Sommet sur l'économie et l'emploi de l'État québécois et y fait reconnaître la nécessité de doter l'économie sociale d'une structure pérenne ou d'un organe permanent. C'est ainsi que, à partir du noyau du groupe de travail, naît en 1999 le *Chantier de l'économie sociale* dont elle prendra aussitôt les rênes et qui connaîtra une ampleur insoupçonnée.

Au cours des quinze dernières années, Mme Neamtan a contribué à construire au Québec, dans les centres urbains et les municipalités rurales, un mouvement en faveur d'un rôle accru pour les entreprises et organisations collectives. Le Gouvernement du Québec lui a décerné le titre d'Officière de l'Ordre national du Québec en juin 2012.

Préface

L'économie sociale fait partie de la structure socio-économique du Québec depuis plus d'un siècle et, pourtant, elle est encore peu connue et reconnue. Bien que les entreprises collectives fassent partie de la vie quotidienne de la majorité des Québécois et Québécoises (Centres de la petite enfance, Caisse populaire, organisation de loisirs, organismes culturels et bien plus !), il y a encore beaucoup de gens qui ne pensent pas aux coopératives, mutuelles et organismes sans but lucratif quand on discute de l'économie. Le fait qu'on puisse avoir des entreprises prospères qui visent non pas un rendement aux actionnaires mais un rendement à la collectivité est un des secrets les mieux gardés du Québec !

Le lexique produit par le Collège Ahuntsic constitue une contribution intéressante à ce défi : celui de changer de logique économique pour que l'économie soit au service des personnes et non pas des personnes au service de l'économie. Pour y arriver, il faut pouvoir sortir du discours classique des économistes qui associent trop souvent la réussite économique aux valeurs des actions en bourse. En économie sociale, nos valeurs les plus précieuses ne sont pas inscrites à la Bourse. Ce sont des valeurs humaines de solidarité, de démocratie et d'inclusion. Ce message mérite qu'on le répète sans cesse et même qu'on le crie sur tous les toits.

Pour toutes ces raisons, nous saluons avec enthousiasme cette initiative du Collège Ahunstic. Nous sommes heureux de constater l'ouverture et l'intérêt du Collège de contribuer au développement et à l'enracinement de l'économie sociale dans les institutions d'enseignement. Ce sont des nouvelles porteuses d'espoir. Merci et félicitations aux auteurs !

Nancy Neamtan

Présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale

Avant-propos

“ Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement
Et les mots pour le dire arrivent aisément. ”

Nicolas Boileau-Despréaux, L'Art poétique (1674)

Ces alexandrins de Boileau reflètent parfaitement l'objectif de l'ouvrage que vous allez lire. Nous pensons en effet que pour saisir une réalité alternative comme celle de l'économie sociale et permettre aux lecteurs et lectrices de bien la comprendre, il n'y a rien de mieux que de se familiariser avec le nouveau vocabulaire qui s'y rattache. Nous vous proposons donc un « petit » lexique spécialisé qui ne se prétend pas exhaustif et qui est le fruit d'un travail artisanal collectif. Le Petit Lexique de l'économie sociale est né de la collaboration de 25 employés et retraités issus de tous les horizons au sein du Collège, à qui l'on a demandé de se pencher sur des concepts liés à l'économie sociale et de se prêter au jeu d'en offrir une définition. Cet effort coopératif a été rendu possible grâce au bon climat qui existe au Collège Ahuntsic entre les différents corps d'emploi. Comme la confiance et la rencontre de partenaires improbables sont, selon le Réseau québécois en innovation sociale (RQIS), les conditions qui favorisent l'innovation, la production de ce lexique s'inscrit dans la tradition du Collège Ahuntsic, porteur de l'innovation sociale.

Nous sommes convaincus que la lecture du Petit Lexique vous permettra d'augmenter vos connaissances dans le domaine de l'économie sociale, incluant ses acteurs et ses lieux d'intervention. Nous vous suggérons de profiter des pages supplémentaires à la fin du lexique pour enrichir votre vocabulaire personnel au fur et à mesure que votre intérêt pour l'économie sociale se développera.

Bonne lecture !

Paule Mauffette

paule.mauffette@collegeahuntsic.qc.ca

REMERCIEMENTS

Le comité consultatif du Collectif de l'innovation sociale est composé de personnes dévouées et disponibles qui m'ont apporté leur soutien malgré les conditions peu favorables à l'innovation au printemps 2012. Benoît Crevier, directeur général de la Librairie Coop Ahuntsic, ainsi que les trois enseignants du programme des Sciences humaines, Maria Baruffaldi, Louise Forget et Naji Jammal, ont toujours répondu à mes demandes, même lorsque je les faisais à l'improviste. Je salue leur loyauté à la cause d'une ouverture du Collège Ahuntsic à l'égard de l'économie sociale au moyen de ce lexique. Quant à Joël Findlay, directeur adjoint des études au Service des programmes et du développement pédagogique, son intérêt constant et son travail lié à la production du *Petit Lexique* m'ont aidée à traverser certains moments d'incertitude. Je tiens à le remercier sincèrement. Merci également à Luc Demers, directeur général du Collège Ahuntsic, sans qui ce lexique et toutes les autres interventions du Collectif de l'innovation sociale en 2012 n'auraient pas pu se concrétiser.

Le Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic

Le Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic est né en mars 2012 à la suite des recommandations du rapport de recherche intitulé *Le Collège Ahuntsic, porteur de l'innovation sociale* (Paule Mauffette, décembre 2011). Le Collectif se veut un lieu collaboratif pour des projets novateurs, notamment en partenariat avec des entreprises d'économie sociale. Afin de souligner 2012, *Année internationale des coopératives*, le Collectif a voulu produire un lexique de l'économie sociale dont la caractéristique serait de susciter la participation d'auteurs issus des divers corps d'emploi du Collège. Donc, dans le cadre du projet du *Petit Lexique de l'économie sociale*, le Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic était composé des auteurs du lexique, des artisans des jeux et du comité consultatif.

Les auteurs du Petit Lexique de l'économie sociale

Renaud Bellemare,

conseiller pédagogique au Service des programmes et du développement pédagogique

Esther Berton,

enseignante au Département des sciences sociales

Philippe Boudreau,

enseignant au Département des sciences sociales

Renée Brideau,

enseignante au Département d'archives médicales

Alain Cadotte,

enseignant au Département d'histoire et géographie

Pascale Corney,
conseillère à la vie étudiante au Service de l'animation socioculturelle

Benoît Crevier,
directeur général de la Librairie Coop Ahuntsic

Viateur d'Astous,
enseignant au Département des techniques auxiliaires de la justice

Philippe de Grosbois,
enseignant au Département des sciences sociales

Luc Demers,
directeur général du Collège Ahuntsic

Claire Duquette,
agente de soutien administratif au Service de l'organisation de l'enseignement

Jean-Luc Filiatreault,
enseignant au Département de gestion

Joël Findlay,
directeur adjoint des études au Service des programmes et du développement pédagogique.

Léon Gagnon,
enseignant au Département d'histoire et géographie

David Groulx,
enseignant au Département de français

Anne-Gaëlle Habib,
bibliothécaire à la Bibliothèque Laurent-Michel-Vacher

François Journault,
enseignant au Département d'histoire et géographie

Jean Karam,
enseignant au Département des sciences sociales

Monique Kadowaki,
agente de soutien administratif retraitée du Service de l'animation socioculturelle

Julie Lamoureux,
enseignante au Département des techniques auxiliaires de la justice

Gaston Loubier,
enseignant retraité du Département de génie civil

Guy Ménard,
enseignant au Département de cinéma

Jean-François Millette,
enseignant au Département d'histoire et géographie

Gilbert Rock,
enseignant retraité du Département de gestion

Yvan Urunuela,
enseignant au Département des sciences sociales.

Les artisanes des jeux du Petit Lexique de l'économie sociale

Denise Brisebois,
bibliothécaire retraitée

Suzanne Dumas,
adjointe au soutien administratif du Service des programmes et du développement pédagogique

Anne Larue,
technicienne en information au Service des programmes et du développement pédagogique

Monique Sicotte,
enseignante retraitée du Département de médecine nucléaire et électrophysiologie médicale

France Vachon,
adjointe au soutien administratif des Services autofinancés

Maria Baruffaldi,

enseignante au Département des sciences sociales

Benoît Crevier,

directeur général de la Librairie Coop Ahuntsic

Joël Findlay,

directeur adjoint des études au Service des programmes et du développement pédagogique

Louise Forget,

enseignante au Département d'histoire et géographie

Naji Jammal,

enseignant au Département de gestion

Sous la direction de **Paule Mauffette,**

conseillère en éducation et enseignante retraitée du Département d'histoire et géographie

Administrateur ou administratrice de
coopérative - Âgisme - Altermondialisme
- Apprentissage - Autonomie - **Bénévolat** - Bioéconomie - Capital
social - Capitalisme - **Cinéma d'intervention** -
Commerce équitable - Conscientisation - Consommation
solidaire - Coopération - **Coopérative** - Décroissance
- **Démocratie participative** - Détermination -
Développement durable - Développement local - Don -
Droits humains - Droits des minorités - Économie alternative - Économie morale
- Économie non-monétaire - Économie plurielle - **Engagement
citoyen** - **Entreprise d'économie sociale**
= **Entreprise socialement responsable**
- Émancipation - Espaces publics - **État-providence** -
Éthique de l'entreprise - Finance - Gestion sociale -
Gouvernance - Inégalités sociales - Itinérance - Lutte - **Média
communautaire** = **Microcrédit** - Monnaie
sociale - Mouvements sociaux - **Organisme à but non
lucratif** - Organisations non-gouvernementales - Organisations
internationales - Paix - Participation populaire - Parole citoyenne - Pauvreté
- Pays émergents - **Pédiatrie sociale** = **Personne
morale** = **Profilage racial** - Protection sociale - Proximité
- Réciprocité - **Réseautage** - Respect - Responsabilité - Richesse -
Secteur associatif - Secteur informel - Sensibilisation - Service public - Société
civile - Sociologie économique - **Solidarité** = **Tiers secteur**
= **Trop-perçu, excédent** - Utilitarisme - Utopie - Victoire



Administrateur ou administratrice de coopérative - Âgisme - Altermondialisme

ADMINISTRATEUR OU ADMINISTRATRICE DE COOPÉRATIVE

Être humain perfectible qui essaie de concilier les intérêts souvent contradictoires des membres de sa coopérative et de les faire passer avant ses propres intérêts. Il a été choisi pour rendre service au groupe et il le sait. Tour à tour politicien et gestionnaire, il est d'abord membre de la coopérative avant d'en être administrateur. Avec les autres administrateurs, il compose le conseil d'administration de la coopérative. Tantôt conseil de sages, tantôt maison des fous, ce dernier voit son cœur battre aux pulsions des besoins de ses usagers, mais possède aussi sa propre vie, son propre rythme, ses intrigues et ses mystères.

ÂGISME

Forme de discrimination fondée sur l'âge qui peut toucher toutes les sociétés et tous les êtres humains. Bien que les effets de l'âgisme sur les groupes visés peuvent à l'occasion s'avérer positifs, ils sont le plus souvent négatifs. L'âgisme reflète les valeurs d'une société à un moment précis de son histoire. Ainsi, dans le contexte actuel du vieillissement de la population en Occident, l'âgisme peut se manifester sur le marché du travail par une dévalorisation systématique de la main d'œuvre âgée de plus de 50 ans. À l'inverse, dans les pays du Sud qui comptent une forte population de jeunes de moins de 25 ans, l'âgisme peut se manifester par une surestimation de la sagesse des personnes âgées et un retard dans la prise de responsabilité politique des jeunes. Au Canada, l'article 718.2 (a) (i) du Code criminel établit que l'âgisme, lorsque prouvé, peut constituer une circonstance aggravante dans le cadre d'une infraction.

ALTERMONDIALISME

Mouvement d'opposition à la mondialisation néolibérale, à laquelle il cherche à substituer un modèle alternatif de développement et de vie en société fondé sur des principes de justice sociale, de solidarité entre les peuples, d'égalité entre hommes et femmes, d'écologisme, etc. L'altermondialisme conteste les diktats des institutions économiques internationales et des multinationales, qui encouragent entre autres la croissance à tout prix, l'hégémonie du marché, la recherche effrénée du profit et la course à l'extraction des ressources. Plusieurs auteurs situent la naissance du mouvement au milieu des années 1990, dans la foulée du soulèvement zapatiste du Chiapas (Mexique), alors qu'entrait en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le mouvement a eu un retentissement vraiment planétaire avec les grandes mobilisations populaires contre les sommets internationaux (Seattle en 1999, Québec et Gênes en 2001) et avec les Forums sociaux mondiaux. Les spécialistes de l'altermondialisme soulignent son effet durable sur la culture et les pratiques de plusieurs autres mouvements sociaux.



BÉNÉVOLAT

Action de s'impliquer de manière volontaire et non rémunérée dans un organisme ou une organisation choisis par le bénévole. Le bénévolat peut être pratiqué à tout âge, dans tous les domaines et sous toutes les formes. Il constitue une activité précieuse pour les gens qui s'y adonnent, puisqu'ils y trouvent souvent une façon de se sentir utiles. Pour les étudiants, le bénévolat peut ouvrir la porte à une première expérience de travail qui complète la formation générale. On établit souvent une corrélation entre le bénévolat et l'engagement citoyen.



CINÉMA D'INTERVENTION SOCIALE

Forme de cinéma dont l'objectif avoué est d'inciter à l'engagement dans une action culturelle, politique ou sociale. Axé sur la saisie du réel, le cinéma d'intervention sociale veut contribuer à élever la compréhension du public en créant un environnement propice au développement de l'esprit critique. Cinéma relatif, il évolue selon les cultures et les époques, proposant des films personnels aussi bien par leur propos que par leur esthétique particulière, grâce à des formes telles que la chronique, la fable, l'essai, la reconstitution d'enquête ou la parodie. La capacité d'intervention sociale d'une œuvre ne s'arrête pas à son propos et à sa lisibilité, mais peut également se manifester à travers les conditions concrètes de production et de diffusion. Le cinéma d'intervention sociale se situe plus ou moins radicalement en marge d'un cinéma « standardisé ».

COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable vise à atteindre une plus grande justice dans l'échange des produits et des services. Il encourage la transparence en établissant la relation la plus étroite possible entre producteurs et consommateurs. L'Organisation mondiale du commerce équitable a établi les normes de ce type de commerce, qui comprennent l'information sur l'origine des produits, l'autonomie des producteurs, de bonnes conditions de vie des travailleurs, le respect de l'environnement dans les lieux de production, le paiement d'un juste prix pour les produits ou les services, l'égalité entre les sexes et la traçabilité des produits. Comme le commerce s'exerce souvent entre régions éloignées et avec de multiples intermédiaires, le principe d'équité est difficile à surveiller. C'est pourquoi différents organismes ont mis sur pied des labels qui aident à s'assurer du respect de l'équité. Plusieurs associations étudiantes en Amérique du Nord favorisent les produits équitables.

COOPÉRATIVE

Regroupement de personnes partageant des intérêts communs qui s'associent librement et solidairement au sein d'une entreprise à but non lucratif. L'objectif de la coopérative est de répondre à un certain nombre de besoins sociaux, économiques, culturels, éducatifs ou scientifiques des membres qui la composent. Une coopérative est une personne morale au sens du Code civil du Québec, mais sa propriété est collective et les pouvoirs de direction et de contrôle y sont exercés selon des principes et des règles démocratiques et de participation dans le souci de l'intérêt général de tous les associés.





DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

La démocratie est le contrôle du pouvoir par le peuple. Les citoyens choisissent les autorités qui les gouvernent, exercent sur elles un contrôle et peuvent éventuellement les changer, notamment lors d'élections. De son côté, le gouvernement assure aux citoyens l'éducation, l'information, la liberté d'opinion et le droit d'expression. Ainsi éduqués et informés, les citoyens peuvent alors faire valoir leur point de vue dans la gestion des affaires publiques au moyen des différents mécanismes mis à leur disposition : consultation publique, commission d'enquête et divers comités à l'échelle locale, régionale ou nationale. Ces mécanismes peuvent favoriser la justice sociale ou la protection de l'environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la suite de l'essor du mouvement environnementaliste, dans l'effervescence de la croissance économique des Trente Glorieuses (les années 1945 à 1973), une réflexion pour réconcilier les notions de développement et d'environnement a été amorcée. Après de premières discussions lors d'une conférence de l'ONU à Stockholm en 1972, le concept est défini en 1987 par la Commission mondiale sur le développement et l'environnement de l'ONU. Dans le rapport Brundtland qui en est issu, le développement durable est décrit comme un « mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Certains écologistes considèrent cependant que le concept de développement durable n'a servi qu'à mieux faire accepter le développement économique à des sociétés préoccupées par la question environnementale, et que la solution consiste plutôt à ne plus chercher la croissance économique et à revoir la distribution des richesses.



ENGAGEMENT CITOYEN

Forme d'engagement qui vise à changer le monde par l'action dans une cause sociale. Les personnes qui favorisent l'engagement citoyen croient qu'il est possible de transformer la société, un geste et un individu à la fois. Il s'exprime presque toujours par un don de soi plutôt que par un don en argent, et peut se concrétiser par la participation aux activités d'un regroupement ou d'un organisme reconnu voué au mieux-être, à la protection ou à la défense des citoyens. Citons comme exemples l'implication dans des comités d'aide aux nouveaux arrivants, la protection de l'environnement ou la lutte contre la violence conjugale. On parle aussi d'engagement par la prise de parole citoyenne, qui peut se faire de différentes façons : en exprimant individuellement son opinion sur un blogue, par le biais d'une ligne ouverte radiophonique ou dans les pages d'opinion des journaux, ou encore en apportant son appui personnel à une cause sociale par la signature d'une pétition ou la participation à une manifestation.

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

Entreprise pour laquelle la mission sociale constitue une priorité. Si ses activités économiques peuvent inclure la production de biens et de services ou la création d'emplois, comme pour toute autre entreprise, elle le fait avant tout dans l'objectif d'apporter un bénéfice à la collectivité. L'entreprise d'économie sociale est caractérisée par l'autonomie de la gestion et une gouvernance démocratique ; les excédents ou profits y sont soit interdits, soit redistribués de façon limitée. Un organisme à but non lucratif (OBNL), une coopérative ou une mutuelle sont des entreprises d'économie sociale. La Coop Ahuntsic, le CPE Le petit monde du Collège Ahuntsic, le groupe communautaire L'Itinéraire et Radio Centre-ville sont des exemples d'entreprises d'économie sociale.

ENTREPRISE SOCIALEMENT RESPONSABLE

Entreprise qui, dans le quotidien de ses opérations, est guidée par l'intégration d'une éthique qui comprend les axes environnementaux, sociaux et économiques. Ce concept est en lien direct avec la notion de développement durable. L'entreprise socialement responsable définit elle-même les limites de ses responsabilités auprès des différents acteurs de la société.

ÉTAT-PROVIDENCE

Ce terme désigne généralement un État qui redistribue la richesse par l'entremise de différents impôts, taxes et permis. L'État-providence voit le jour durant les années 1930, en réaction à la crise économique. En opposition à la doctrine du libéralisme économique qui prône la non-intervention de l'État dans l'économie, l'État-providence cherche à mettre en pratique les théories de John Maynard Keynes, qui proposent de redistribuer la richesse pour maintenir la demande et la croissance économique par le biais d'une hausse des impôts.

Dès les années 1930, en Amérique du Nord et en Europe, l'État devient un acteur économique incontournable qui cherche à redistribuer la richesse de façon à créer un filet de sécurité sociale. Les États-providence mettront en place une multitude de mesures telles que pensions de vieillesse, assurance chômage, programmes d'accès à la propriété, assurance hospitalisation et assurance maladie. À cela s'ajoutent des investissements publics en éducation et différents programmes pour assurer le développement des communautés éloignées des grands centres. Dans une province comme le Québec, ces mesures vont jusqu'à favoriser la prise de contrôle de secteurs économiques clés, comme la production d'énergie, au bénéfice de la collectivité. En somme, l'État-

providence, en forçant une redistribution minimale des richesses, favorise l'enrichissement de l'ensemble de la société et tend à réduire les écarts entre les riches et les pauvres.

ÉTHIQUE DE L'ENTREPRISE

Ensemble des règles de conduite propres à une entreprise et destinées à guider le personnel lorsqu'il se trouve devant un doute ou un dilemme éthique. L'éthique de l'entreprise reflète ce qui est considéré comme moralement juste selon les valeurs sociales dominantes d'une époque. Cependant, son interprétation et son application varient selon les valeurs et les avantages recherchés par la haute direction. Dans les grandes organisations, l'éthique de l'entreprise est établie par un document public nommé Code d'éthique. Il arrive cependant que certaines entreprises utilisent le code d'éthique pour dissimuler des pratiques peu louables socialement. Il est donc risqué de considérer d'emblée l'existence d'un code d'éthique dans une entreprise comme une garantie qu'elle fonctionne au service de la société plutôt qu'au service de ses intérêts propres.

GOUVERNANCE

C'est essentiellement la mise en place de structures et de processus de décision transparents en vue de la responsabilisation, de la reddition de comptes et de l'évaluation des administrateurs d'une organisation publique ou privée. Terme alternatif au mot gouvernement, qui, lui, désigne le pouvoir des personnes dirigeant un État, le mot gouvernance implique que les personnes veulent rendre service à la collectivité en exerçant le pouvoir. C'est ainsi que, en langue anglaise, on désigne parfois les fonctionnaires gouvernementaux par le terme *public servants*.

MÉDIA COMMUNAUTAIRE

Organisme de communication indépendant à but non lucratif, géré par un conseil d'administration démocratiquement élu et enraciné dans sa communauté. Il fonctionne grâce à l'appui de nombreux bénévoles. Soucieux d'entretenir la vie collective, il constitue un outil d'information civile dont l'objectif est de favoriser la liberté et la diversité d'expression pour répondre aux besoins d'information, de culture, d'éducation, de développement et de divertissement de la communauté dont il est issu. Il propose « un style et un contenu » différents de ceux des médias traditionnels et donne également la parole aux organismes communautaires qui sont habituellement peu visibles dans ces médias.

MICROCRÉDIT

Prêt d'argent d'un faible montant à des personnes pauvres qui ne peuvent pas emprunter auprès des banques. Les prêteurs peuvent être des coopératives, des ONG, des banques spécialisées en microfinance, etc. Le microcrédit est apparu dans les pays en développement dans les années 1970 pour financer de petites activités économiques locales (agriculture, artisanat, commerce) ou pour assumer des dépenses sociales (santé, éducation). Plus récemment apparu dans les pays dits « riches », le microcrédit s'est développé afin de faciliter la réinsertion ou le retour au travail de personnes fragilisées, comme c'est le cas au Québec avec le Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC).



ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

Utilisée en remplacement de l'expression aujourd'hui désuète organisme sans but lucratif (OSBL), l'expression organisme à but non lucratif met l'accent sur le fait que l'objectif de l'organisme n'est pas la recherche de bénéfices pécuniaires pour ses membres. Si l'OBNL génère des bénéfices, ceux-ci doivent être réinvestis dans ses œuvres. L'OBNL est caractérisé par une gestion démocratique, et les salariés ou bénévoles qui y travaillent adhèrent volontairement à la cause sociale qu'il soutient. Aujourd'hui au Québec, on assiste à l'éclosion d'un véritable entrepreneuriat social qui cherche à développer de nombreux OBNL dans tous les secteurs d'activité économique, qu'il s'agisse du commerce de détail ou des services à la personne et à la famille. On compte plus d'un millier d'OBNL à Montréal seulement.



PÉDIATRIE SOCIALE

Approche médicale fondée sur la prise en considération des facteurs liés au milieu de vie de l'enfant qui ont une influence négative sur son état de santé physique et mental. Son objectif est de minimiser l'influence de ces facteurs en proposant des services adaptés dans des secteurs bien délimités d'un quartier vulnérable. Elle vise un rapprochement avec le milieu de vie de l'enfant dans le but de favoriser une culture d'accompagnement en lien avec la communauté. Une autre fonction essentielle de la pédiatrie sociale consiste à soutenir la cause de l'enfant sur une base sociétale, au moyen, par exemple, d'interventions publiques pour sensibiliser la population et pour influencer les décideurs.

PERSONNE MORALE

La personne morale est une entreprise qui existe par elle-même et non par ses propriétaires. Elle est créée par un acte juridique et dispose de statuts constitutifs et de règlements. Tout comme une personne physique, elle peut acquérir un patrimoine et bénéficier sensiblement des mêmes droits et obligations. Ainsi, la personne morale peut exiger le respect de ses droits et réclamer des dommages et intérêts en cas d'atteinte à ceux-ci.

PROFILAGE RACIAL

Selon la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, « le profilage racial définit toute action de personnes en situation d'autorité qui appliquent une mesure de façon disproportionnée sur des segments de la population du fait, notamment, de leur appartenance raciale, ethnique ou nationale ou religieuse, réelle ou présumée, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent ». Le profilage racial, tout comme la plupart des autres manifestations de la discrimination, revêt en général des formes subtiles et insidieuses. Ces dernières années, on a vu apparaître d'autres types de profilage : le profilage social, une forme de discrimination en fonction de la condition sociale des personnes, et le profilage politique, où l'on voit des discriminations fondées sur l'opinion ou la conviction politique. Dans la fonction policière, il est primordial que le profilage s'effectue sur le plan criminel et non sur les plans racial, social ou politique.





Réseautage

RÉSEAUTAGE

Le réseautage est le résultat de moyens mis en place pour que des personnes ou des groupes puissent tisser des liens entre eux et sachent en tirer parti. Internet, par le biais de réseaux sociaux et professionnels (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.), est un des moyens qui a grandement contribué à faciliter le contact entre des millions de personnes. À une échelle plus petite, nous faisons tous partie d'un réseau, qu'il soit familial, amical, religieux, artistique ou autre. Réseauter signifie entretenir ces liens et les développer.



Solidarité

SOLIDARITÉ

Relation qui entraîne un sentiment d'obligation, d'assistance et de responsabilité réciproques entre les personnes d'un même groupe ou d'une même communauté qui se sont engagées moralement les unes envers les autres. En opposition à la notion d'individualisme, la solidarité est généralement associée à l'altruisme, à la fraternité et à l'association. Cette notion universelle visant au développement d'un peuple solidaire se conçoit au-delà de toute croyance et de toute idéologie. Elle vise l'établissement d'une société plus équitable au sein de laquelle les citoyens demeurent à l'écoute les uns des autres.



Tiers secteur - Trop-perçu, excédent

TIERS SECTEUR

Expression à saveur idéologique qui, en France, reflète une vision binaire de l'économie en désignant l'ensemble des activités économiques qui ne relèvent ni du secteur privé ni du secteur public. Aux États-Unis, en langue anglaise, la même réalité est désignée sous l'expression *non profit sector*, qui insiste sur le fait que les activités économiques de ce secteur ne génèrent pas de retour financier sur l'investissement, mais poursuivent plutôt l'objectif de servir des intérêts collectifs et sociaux. Au Québec, le terme tiers secteur est peu utilisé ; on préfère en effet une vision de l'économie inclusive de tous les secteurs, qu'ils soient privés, publics ou issus de l'économie sociale. On parle alors d'une économie plurielle.

TROP-PERÇU, EXCÉDENT

En comptabilité, divers termes sont utilisés pour désigner la différence annuelle entre la totalité des revenus et la totalité des dépenses. En contexte familial, on parle généralement de surplus lorsque les revenus sont plus grands que les dépenses, et « d'être dans le rouge » lorsque le contraire se produit. Pour une entreprise à capital action (privée ou à la bourse), on parle de profits et de pertes. En économie sociale, on dira trop-perçu plutôt que profits, et déficit plutôt que pertes. Pourquoi ce choix des termes trop-perçu ou excédent ? Parce que, si la rentabilité est aussi essentielle pour une entreprise d'économie sociale que pour une entreprise à capital action, contrairement à cette dernière, l'entreprise d'économie sociale n'a pas pour objectif de maximiser ses profits.

Abréviations et informations utiles en économie sociale

CCTT-PSN :

Centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices. La mission des CCTT est établie en vertu de la loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel. Le CCTT-PSN transfère et valorise la recherche collégiale au service du développement social par des partenariats avec des entreprises d'économie sociale. Ces milieux de pratique deviennent des milieux utilisateurs des expertises d'un collège : services de formation, de soutien et de transfert de connaissances.

CÉSIM :

Le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal relève du Conseil régional des élus (CRÉ) de Montréal. Le CÉSIM se consacre au développement et à la promotion d'une vision régionale de l'économie sociale. En plus de soutenir les OBNL, coopératives et mutuelles de la région de Montréal, le CÉSIM est notamment responsable de la publication du répertoire 1001 entreprises d'économie sociale de Montréal. Ce document publié en 2009 est accessible et continuellement mis à jour ; on peut le consulter à www.economiesocialemontreal.net.



CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE :

Organisation qui a été reconnue lors du Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996. Sa mission vise à faire reconnaître l'économie québécoise comme une économie plurielle où intervient le secteur de l'économie sociale en plus des secteurs publics et privés. En 2011, le Chantier a organisé la tenue à Montréal d'un Forum international en économie sociale et solidaire (FIESS) et a lancé en 2012 le RELIESS, un Centre international de référence et de liaison sur les politiques publiques en économie sociale et solidaire.

CLIPP :

Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales. Créé en 2000, le CLIPP a pour mandat principal le transfert des connaissances entre les milieux producteurs et utilisateurs de la recherche psychosociale. Au CLIPP, on favorise la rencontre entre les savoirs experts et les savoirs expérientiels, entre le banc d'école et le terrain. Le CLIPP reconnaît que le milieu utilisateur de la recherche psychosociale est un expert pleinement responsable au même titre que l'expert universitaire. L'objectif poursuivi est d'innover en recherche psychosociale afin de répondre aux besoins des collectivités.

COOPSCO :

Coopérative en milieu scolaire. Plus de 60 coopératives en milieu scolaire de niveau secondaire, collégial et universitaire sont regroupées depuis 1983 au sein de la Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire (FQCMS). Les membres du réseau COOPSCO sont actifs surtout dans le secteur du livre, de la papeterie, de l'informatique et des services alimentaires. Elles comptent près de 1500 employés et leur chiffre d'affaires consolidé dépasse les 120 millions de dollars.

CRISES :

Centre de recherche sur les innovations sociales et solidaires. Organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire fondée en 1986, le CRISES s'intéresse aux innovations sociales, principalement dans les domaines suivants : les conditions de vie des occupants d'un territoire et le développement de celui-ci, et le monde de l'emploi et des travailleurs. Selon le CRISES, le principal défi dans ces domaines consiste à transformer les enseignements pour tenter de résoudre les grandes questions sociales dans l'impasse. Dans les universités, il recommande de favoriser l'entrepreneuriat social et la créativité, et d'explorer l'intelligence collective des acteurs de la même table par un encadrement coopératif.

FECHIMM :

Fédération des coopératives d'habitation intermunicipales du Montréal métropolitain. C'est en 1983 que les coopératives d'habitation situées dans la région métropolitaine de Montréal se sont regroupées en fédération tout en conservant leur autonomie propre. La FECHIMM favorise l'émergence de nouvelles coopératives d'habitation et offre des services de formation et d'aide à la gestion. En plus de coordonner l'acquisition de produits et services au moyen d'un regroupement d'achats pour ses coopératives membres, la FECHIMM s'occupe de la représentation politique en faveur du développement du mouvement coopératif dans le secteur immobilier.

RQIS :

Réseau québécois en innovation sociale. Mis sur pied par l'Université du Québec en 2005, le RQIS vise à soutenir l'innovation sociale et favoriser l'interaction entre ses différents acteurs. C'est au RQIS que l'on doit la formulation d'une définition originale de l'innovation sociale : « toute approche, pratique, intervention ou encore tout produit ou service novateur ayant trouvé preneur au niveau des institutions, des organisations ou des communautés et dont la mise en œuvre résout un problème, répond à un besoin ou à une aspiration ». Nous pouvons dire que la cote P, qui permet d'identifier un étudiant-parent et qui a été implantée au Collège Ahuntsic en 2009 par la Direction des affaires étudiantes, est une innovation sociale au sens de cette définition.

LE PRÉFIXE « CO- »

Le préfixe « co- » véhicule l'idée d'une collaboration. En matière d'économie sociale, cette collaboration est établie selon les valeurs d'équité et de développement durable. Plusieurs organismes à but non lucratif et coopératives qui proposent des interventions sociales alternatives et innovantes se dotent d'un nouveau vocabulaire où le préfixe « co- » apparaît fréquemment.

Reliez les termes correspondant aux OBNL et coopératives énumérés *

- | | |
|---------------------|---|
| | a. CENTRE D'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE DU QUÉBEC (CEESQ)
Leader en formation accréditée en économie sociale, le CEESQ est un espace d'échange, d'expérimentation et d'action dédié aux entrepreneurs engagés socialement. |
| 1. Coconstruction | b. GROUPE-CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT DE L'HABITATION (GROUPE CDH)
Accompagnement et soutien aux groupes communautaires dans le développement de leur projet immobilier sur l'ensemble de l'île de Montréal. |
| 2. Cocréation | |
| 3. Comarketing | c. GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINÉRAIRE
Production du journal de rue <i>L'itinéraire</i> . |
| 4. Coresponsabilité | |
| 5. Cotravail | d. DIX MILLE VILLAGES (MONDÉQUITABLE)
Artisanat provenant de 36 pays. Café, thé, chocolat, riz. |
| | e. RADIO CENTRE-VILLE, CINQ FM 102,3
Pour changer le monde, production d'émissions radiophoniques par et pour les citoyens en sept langues. Formation en radio. |

*Les textes descriptifs des organismes sont extraits du répertoire *1001 entreprises d'économie sociale de Montréal*, publié en 2009 par la CRÉ de Montréal.

MOT CACHÉ

Mot de 11 lettres

Entreprise associative fondée sur la coopération et la solidarité

r	d	u	r	e	e	n	o	i	t	a	p	i	c	i	t	r	a	p
e	e	n	e	c	s	e	t	i	a	l	a	i	t	u	c	h	a	o
s	s	i	c	a	p	i	t	a	l	t	r	o	u	x	i	u	o	p
p	i	r	l	n	a	t	t	n	u	e	e	m	a	o	v	t	i	u
e	n	c	a	n	c	u	n	n	t	r	n	p	f	r	i	t	o	l
c	t	e	m	e	e	o	e	u	t	n	t	e	e	e	l	e	l	a
t	o	e	e	e	c	s	m	e	e	a	s	t	d	e	e	o	p	i
u	x	i	a	p	n	e	e	l	q	t	e	u	i	l	c	s	r	r
t	i	a	u	u	a	n	g	n	u	i	e	d	a	a	r	r	o	e
o	q	n	t	b	n	a	a	o	i	v	r	e	l	r	a	u	d	r
p	u	n	o	l	i	t	g	i	t	e	i	s	a	o	n	o	u	s
i	e	o	n	i	f	e	n	t	e	c	r	e	m	m	o	c	c	t
e	r	m	o	c	r	l	e	a	t	e	m	a	d	r	o	i	t	n
r	o	a	m	a	a	i	t	p	g	a	t	e	a	u	i	t	i	e
u	i	m	i	r	g	e	e	i	e	g	e	l	a	n	i	o	o	m
e	x	a	e	r	e	r	r	c	s	e	l	e	r	e	p	y	n	e
t	u	n	e	e	a	i	e	n	t	s	o	c	i	a	l	e	n	v
c	e	n	t	d	i	d	t	a	i	t	r	o	m	a	i	n	i	u
e	y	r	o	n	d	e	n	m	o	v	a	n	o	i	t	a	v	o
s	e	n	t	r	e	t	i	e	n	e	p	e	u	q	i	s	u	m

A

âge
adroit
aide
alternative
année
annuel
atelier
autonomie

C

capital
carré
cent
citoyen
civile
commerce
cours
cuit

D

dame
défaut
désintoxiquer
don
durée

E

écran
élan
émancipation
encan
engagement
entretien
équité
espace
études

F

finance

G

gâteau
gestion

H

hutte

I

intérêt

L

laid
lait
local
loi
lutte

M

maman
moi
monnaie
morale
mort
mouvements
musique

N

noir

O

ovation

P

paix
parents
parole
participation
pauvreté
père
populaire
production
public

R

rage
réclamé
réel
respect
ride
rire
roi
romain
ronde
roux

S

secteur
sénat
sociale
soutien
synergie

U

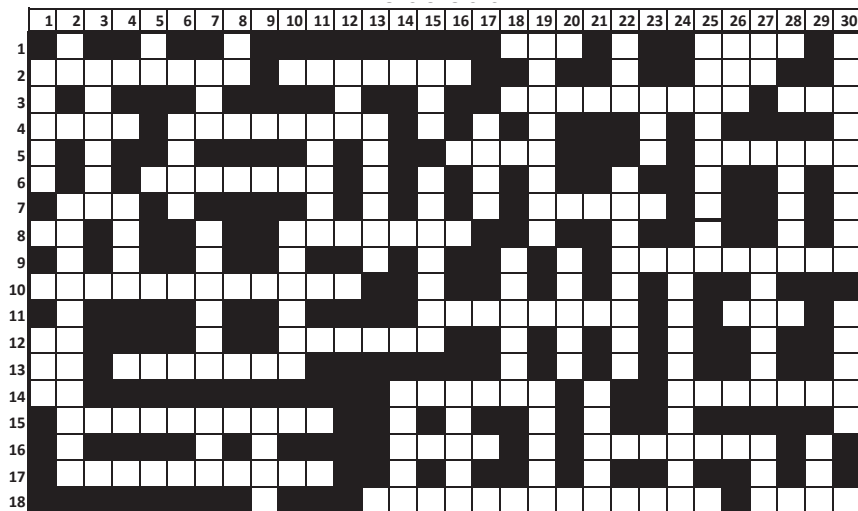
unir
utopie

V

vin

Y

yeux



[Horizontalement]

1. état d'émotion - tasse haute à col resserré
2. fortune - action de servir - ceux-là
3. désigne une personne sans abri - jeu de société
4. voûte céleste - science qui étudie les relations entre les êtres vivants
5. objet circulaire qui transmet le mouvement - qui habite à côté
6. ensemble des personnes vivant ensemble
7. arme de Guillaume Tell - lumière vacillante
8. à le - personne qui exerce dans le domaine des arts
9. partie des trop-perçus redistribuée aux membres d'une coopérative
10. action de rendre ses diverses activités compatibles
11. organisation constituée pour la défense des travailleurs - bienfait

[Horizontalement]

12. note de la gamme - bâtiment d'habitation
13. coutumes - association de personnes qui chantent
14. préposition servant à lier - association de personnes qui prennent leurs repas en commun - hébergement à petit budget et de courte durée destiné à la jeunesse
15. action d'innover
16. fin de l'état de guerre - titre de l'ouvrage monumental de Karl Marx
17. peut être négocié
18. inclusif de plusieurs cultures - être favorisé

[Verticalement]

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none">1. personne fortunée - artère de circulation routière2. abréviation indiquant la moitié - système de gestion collective3. cajoler4. canine5. déterminant masculin6. dieu de l'amour dans la mythologie grecque7. contenant - distractions pendant les temps libres - copain8. protège le doigt en couture9. rempli de lui-même10. discrimination fondée sur l'âge11. garnir un voilier12. Louis IV13. sentiment de confiance dans l'attente14. habitant de la Nouvelle-Guinée15. adjectif démonstratif - centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices16. signe de ponctuation | <ol style="list-style-type: none">17. à l'opposé du sud18. ensemble des comptes, ressources et charges d'une famille ou d'un état19. société d'assurance sans but lucratif - pièce métallique où se loge le filet d'une vis20. harnais pour attacher des bêtes de somme21. cordon pour attacher ses souliers22. existence humaine - qui rapporte du profit23. courant de marée rapide24. valeur humaine favorisant l'entraide25. activité de bienfaisance exercée sans rémunération26. période d'activité sexuelle des mammifères mâles27. oxygène - construction imaginaire d'une société idéale - version anglaise de mdr28. symbole d'un travail intense29. nouvel an vietnamien30. partisane du féminisme - collègue d'enseignement général et professionnel |
|---|---|

Complétez les phrases suivantes :

1. Mission sociale de plusieurs OBNL qui luttent contre l'exclusion sociale, l'itinérance et la pauvreté.

On vise la _____ des exclus.

2. Qualifie les services rendus aux personnes ou encore les services offerts dans l'environnement immédiat des usagers.

Dans l'économie sociale, on valorise les services de _____.

3. Pour devenir membre d'une coopérative d'habitation, il faut verser le nombre de parts sociales fixé par le règlement de la coopérative. Quel est le nom de ces parts sociales ?

Des parts de _____.

4. La coopérative est une personne morale ayant quatre caractéristiques :

1. Elle a un nom, une identité propre
2. Elle a le pouvoir d'ester en justice
3. Elle a le pouvoir de contracter
4. Elle possède un _____.

Administrateur ou administratrice de
coopérative - Âgisme - Altermondialisme
- Apprentissage - Autonomie - **Bénévolat** - Bioéconomie - Capital
social - Capitalisme - **Cinéma d'intervention** -
Commerce équitable - Conscientisation - Consommation
solidaire - Coopération - **Coopérative** - Décroissance
- **Démocratie participative** - Détermination -
Développement durable - Développement local - Don -
Droits humains - Droits des minorités - Économie alternative - Économie morale
- Économie non-monétaire - Économie plurielle - **Engagement
citoyen** - **Entreprise d'économie sociale**
= **Entreprise socialement responsable**
- Émancipation - Espaces publics - **État-providence** -
Éthique de l'entreprise - Finance - Gestion sociale -
Gouvernance - Inégalités sociales - Itinérance - Lutte - **Média
communautaire** = **Microcrédit** - Monnaie
sociale - Mouvements sociaux - **Organisme à but non
lucratif** - Organisations non-gouvernementales - Organisations
internationales - Paix - Participation populaire - Parole citoyenne - Pauvreté
- Pays émergents - **Pédiatrie sociale** = **Personne
morale** = **Profilage racial** - Protection sociale - Proximité
- Réciprocité - **Réseautage** - Respect - Responsabilité - Richesse -
Secteur associatif - Secteur informel - Sensibilisation - Service public - Société
civile - Sociologie économique - **Solidarité** = **Tiers secteur**
= **Trop-perçu, excédent** - Utilitarisme - Utopie - Victoire

Les réponses

LE PRÉFIXE "CO"

Coconstruction	Groupe conseil en développement de l'habitation (groupe CDH)
Cocréation	Radio Centre-Ville, CINQ FM 102,3
Comarketing	Dix mille villages (MondEquitable)
Coresponsabilité	Groupe communautaire l'Itinéraire
Cotravail	Centre d'entrepreneuriat en économie sociale (CEESQ)

MOT CACHÉ

C O O P É R A T I V E

MOTS CROISÉS

(voir au verso)

DE LA SUITE DANS LES IDÉES

1. réinsertion sociale
2. proximité
3. qualification
4. patrimoine

>> Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30			
1		m				l			d									é	m	u		v				b	r	o	c	f			
2	r	i	c	h	e	s	s	e			s	e	r	v	i	c	e		u			i				e	u	x			e		
3	i		h				a						o				e		i	t	i	n	e	r	a	n	t		y	u	m		
4	c	i	e	l			e	c	o	l	o	g	i	e		s		n		u					a		e				i		
5	h		r				r				r		s				r	o	u	e				z		v	o	i	s	i	n		
6	e		i		s		o	c	c	i	é	t	é		p		c		r		l			l		o			u		i		
7	a	r	c		s					e		o		c		d		l	u	e	u	r			l			e		s			
8	a	u		r			l				a	r	t	i	s	t	e		e				c		a			u		t			
9	t		o			o			g		r		t					b		l		r	i	s	t	o	u	r	n	e			
10	c	o	n	c	i	l	i	a	t	i	o	n				p		u		i		a		o									
11		g					s			s						s	y	n	d	i	c	a	t		l		d	o	n		c		
12	r	e					i				m	a	i	s	o	n			g		o		i		i			p		e			
13	u	s			c		h	o	r	a	l	e							e	u		f			d		i			g			
14	e	t															p	o	p	o	t	e		l			a	u	b	e	r	g	e
15		i	n	n	o	v	a	t	i	o	n					a		o		c		a			r						p		
16		o					m			m						p	a	i	x		r		c	a	p	i	t	a	l		t		
17		n	e	g	o	c	i	a	b	l	e					o		n		o		e		t			o		ê				
18								u								m	u	l	t	i	c	u	l	t	u	r	e	l		l	o	t	

Bibliographie

- BEAUDET, Pierre, Marie-Josée MASSICOTTE et Raphaël CANET.
L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique, Montréal, Écosociété, 2010, 477 p.
- BÉLAND, Claude. *Plaidoyer pour une économie solidaire*, Montréal, Médiaspaul, 2009, 155 p.
- BELLEMARE, Guy et Juan-Luis KLEIN. *Innovation sociale et territoire : convergences théoriques et pratiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2011, 198 p.
- BOUCHARD, Marie J., dir. *L'économie sociale, vecteur d'innovation. L'expérience du Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2011, 276 p. (Coll. « Innovation sociale »)
- BOUDREAU, Philippe et Claude PERRON. *Lexique de Science politique*, 3^e éd., Montréal, Chenelière Education, 2006, 201 p.
- COMEAU, Yvan. *Emploi, économie sociale, développement local ; les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001, 302 p. (Coll. « Pratiques et politiques sociales »)
- CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL. *Le sens des sous pour résoudre la pauvreté*, Ottawa, Conseil national du bien-être social, 2011, 118 p.
- CORRIVEAU, Émilie. « L'économie sociale représente 8 % du PIB du Québec », *Le Devoir*, Montréal, 31 janvier 2010, p. G6.
- DUPUIS-DÉRI, Francis. *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009, 127 p.

FAHMY, Miriam, dir. *L'état du Québec 2012*, Montréal, Institut du Nouveau Monde, Boréal, 2012, 511 p.

FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Sainte-Foy, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Presses de l'Université du Québec, 2002, 251 p. (Coll. « Pratiques et politiques sociales »)

LAKEHAL, Mokhtar. *Dictionnaire d'économie contemporaine et principaux faits politiques et sociaux*, Paris, Vuibert, 2001, 779 p. (Coll. « Dictionnaire »)

LAVILLE, Jean-Louis et Antonio David CATTANI, dir. *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2006, 716 p. (Coll. « Folio/actuel »)

LISÉE, Jean-François et Éric MONTPETIT. *Imaginer l'après-crise. Pistes pour un monde plus juste, équitable, durable*, Montréal, Boréal, 2009, 276 p.

SIMARD, Jean-François, LECLERC, Yvon et Guy ROCHER. *L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, 235 p. (Coll. « Chaire Fernand Dumont sur la culture »)

TREMBLAY, Diane-Gabrielle et Rolland DAVID. *Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2004, 225 p.

Administrateur ou administratrice de
coopérative - Âgisme - Altermondialisme
- Apprentissage - Autonomie - **Bénévolat** - Bioéconomie - Capital
social - Capitalisme - **Cinéma d'intervention** -
Commerce équitable - Conscientisation - Consommation
solidaire - Coopération - **Coopérative** - Décroissance
- **Démocratie participative** - Détermination -
Développement durable - Développement local - Don -
Droits humains - Droits des minorités - Économie alternative - Économie morale
- Économie non-monétaire - Économie plurielle - **Engagement
citoyen** - **Entreprise d'économie sociale**
= **Entreprise socialement responsable**
- Émancipation - Espaces publics - **État-providence** -
Éthique de l'entreprise - Finance - Gestion sociale -
Gouvernance - Inégalités sociales - Itinérance - Lutte - **Média
communautaire** = **Microcrédit** - Monnaie
sociale - Mouvements sociaux - **Organisme à but non
lucratif** - Organisations non-gouvernementales - Organisations
internationales - Paix - Participation populaire - Parole citoyenne - Pauvreté
- Pays émergents - **Pédiatrie sociale** = **Personne
morale** = **Profilage racial** - Protection sociale - Proximité
- Réciprocité - **Réseautage** - Respect - Responsabilité - Richesse -
Secteur associatif - Secteur informel - Sensibilisation - Service public - Société
civile - Sociologie économique - **Solidarité** = **Tiers secteur**
= **Trop-perçu, excédent** - Utilitarisme - Utopie - Victoire

COOPÉTITION

Ce n'est effectivement pas d'usage d'utiliser ce mot au Québec mais c'est de plus en plus utilisé dans le milieu de l'économie sociale. Dans le domaine de l'artisanat notamment, on retrouve très souvent de la coopétition. En effet, les petites entreprises ou entreprises alternatives ayant comme compétiteurs des multinationales ont intérêt à faire de la coopétition avec les autres petites entreprises. Par exemple, deux entreprises de vêtements faits au Québec auraient avantage à faire de la coopétition pour faire face aux multinationales (Gap, etc.) en oeuvrant ensemble à amener la population à davantage s'habiller de vêtements écologiques (faits de matières recyclées ou en coton bio par exemple) et faits au Québec.

Explications de **Valérie Phaneuf**,

Responsable des communications et formatrice au Centre d'entrepreneuriat en économie sociale du Québec (CEESQ)

Notes

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Le Petit Lexique de l'économie sociale
par le **Collectif de l'innovation sociale du Collège Ahuntsic**

achevé d'imprimer en octobre 2012 sur les presses d'Imprime-Emploi